

HUBERT VÉDRINE

Ancien ministre des Affaires étrangères français

Karl KAISER, Professeur à la John F. Kennedy School of Government et directeur du programme sur les relations transatlantiques, Weatherhead Center for International Affairs, université d'Harvard

The last to speak is Hubert Védrine, former French Foreign Minister. Perhaps you can respond a little bit to the challenge of what Europe should do. At the moment, Europe does not have a policy on the refugee crisis.

Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères français

Ce qui est compliqué, c'est plusieurs problèmes gravissimes se posent en même temps, donc on est obligé d'analyser cette complexité. En même temps, si on en reste aux interactions, on ne peut pas avancer parce que ce sont aussi des questions distinctes. Il faut donc à la fois analyser l'interaction et, de façon opérationnelle, les distinguer malgré tout. Là, nous sommes censés parler des réfugiés. Il y a aussi la question de la meilleure coordination et de l'efficacité de la lutte contre le terrorisme, cela recoupe un peu notre problème, mais ce n'est pas le cœur de la question des réfugiés.

Les flux migratoires vont continuer à se développer dans l'ensemble du monde. Il faut absolument aller vers une gestion entre les pays de départ, les pays de transit et les pays d'arrivée, beaucoup plus que ce qui a été fait jusqu'à maintenant. La récente réunion euro-Afrique à Malte est une première étape, mais ce n'est pas suffisant. Cela ne traite pas la question des réfugiés en tant que telle. On pourrait parler de la nouvelle donne diplomatique qui s'installe peut être avec l'idée annoncée de cette grande coalition pour lutter contre Daesch. A mes yeux, c'est le moment le plus important depuis la fin de la guerre froide. Je pense que nous avons bien géré la fin mais nous avons raté l'après-guerre. Donc c'est un moment très important. Ce n'est pas exactement notre sujet, même s'il y aurait beaucoup de choses à dire sur ce point.

Sur la question des réfugiés, je pense que s'il n'y a pas de mesures extrêmement claires pour distinguer la question de l'asile des migrations générales, le droit d'asile va disparaître. Il faut faire attention si nous mélangeons les vrais demandeurs d'asile qui sont persécutés pour divers raisons, ou même en danger de mort, ou qui fuient des guerres atroces, avec l'ensemble de la misère du monde, les opinions européennes vont tout rejeter en bloc. Nous n'arriverons même plus à sauver le droit d'asile! Pour moi, sauver le droit d'asile nécessite de clarifier ce qui relève de l'asile pour les gens persécutés à qui l'on doit l'asile, pas uniquement parce qu'il y a des conventions modernes, c'est aussi vieux que l'histoire de la chrétienté en Europe et l'asile dans les églises. C'est l'Europe. Donc si nous n'arrivons pas nous concentrer sur l'asile, même si c'est très compliqué, parce que tous les problèmes arrivent en même temps, il y a une vraie menace sur le droit d'asile.

Sur le droit d'asile il ne suffit pas de faire appel à la générosité, c'est possible sur le plan humain car ce que vivent ces gens est atroce et l'émotion est immense, mais ce n'est pas une réponse suffisante. Regardez l'évolution des opinions européennes, par exemple en Allemagne, la vitesse avec laquelle Madame Merkel a été félicitée puis maintenant, elle est déjà sur la défensive. Regardez l'histoire des murs, c'est très facile de critiquer les murs, il y a toujours eu des murs dans l'histoire de L'Humanité. Ce n'est pas vrai que cela ne sert à rien. La Grande muraille de Chine a été efficace pendant des siècles contre les Mongols et autres, même si cela n'a pas été éternel. De toute façon ce n'est pas la peine de s'en prendre à des pays qui sont sur le cheminement des populations, qui rétablissent des contrôles parce que le contrôle extérieur ne marche pas. Cela nous mène à la question de Schengen.

Pour moi, sauver l'asile, c'est d'abord rassurer les populations européennes en leur disant que quand nous avons fait Schengen dans une ambiance d'optimisme, en 1985 et après, on avait évidemment inscrit la nécessité d'un report des contrôles aux frontières extérieures de Schengen, Mais c'était dans une période très idéaliste de l'Europe et il y a régné très longtemps une idéologie sans frontières, le « sans-frontiérisme » en français (je ne sais pas si c'est traduisible). La liberté de circulation intérieure était jugée beaucoup plus importante que le contrôle extérieur. C'est une belle idée, sympathique et remarquable si le monde était globalement paisible. Mais quand on est confronté à ce qui

se passe depuis quelques années, cela ne fonctionne plus. Les populations en Europe, les populations des pays d'arrivée, de destination pensent que l'on ne contrôle rien en réalité dans le monde, qu'il n'y a pas encore de communauté internationale, que l'on ne contrôle ni les flux financiers dérégulés, ni les mouvements humains, etc. Les gens réagissent donc à cela et ils réagissent en voulant se protéger. Au début on dit c'est atroce, c'est l'extrême droite qui revient, les années noires, etc et on pense que ces formules magiques vont suffire à les désintégrer, les disqualifier. Mais cela ne suffit pas parce que l'immense majorité des populations européennes, pas les extrémistes, sont inquiètes.

Je pense donc qu'il faut commencer par rétablir, ou créer, les frontières extérieures de Schengen. C'est absurde qu'il n'y ait pas eu depuis l'origine des gardes-frontières européens, une sorte de police fédérale extérieure. Il a fallu des années avant de créer l'agence Frontex, qui n'a pas assez de moyens. On ne s'est pas doté de moyens de distinguer tout de suite ceux qui peuvent demander l'asile et ceux qui relèvent d'autres flux migratoires, donc on gère tout cela dans la confusion de la crise. Il faut sortir de cela!

Si nous le faisons alors, nous pourrions dire aux populations européennes : vous n'avez pas le droit de refuser l'asile à ces gens qui sont vraiment en danger, et si l'Europe n'est pas capable de répondre généreusement, au bout du compte, elle n'existe plus, et sa propension permanente à donner des leçons de morale au monde entier n'a plus de fondement. On ne peut dire cela à des populations sur la défensive et agressives que si on n'a démontré que l'on était capable de contrôler l'extérieur. Pour moi le rétablissement de contrôles extérieurs à Schengen est une condition préalable, au maintien, in fine de notre générosité.

Après, je trouve très juste ce qu'a dit le grand Rabbin Korsia: il y a des gens qui viennent pour se mettre à l'abri, mais qui veulent pouvoir rentrer chez eux un jour, ce n'est pas la problématique de l'intégration et de l'assimilation. Il faut qu'ils puissent attendre dans des conditions correctes et à cet égard, c'est tout à fait vrai, comme l'a dit Kemal Dervis, qu'il faut aider beaucoup plus les pays de premier accueil, la Turquie bien sûr, mais aussi la Jordanie, le Liban, etc. Quelqu'un d'autre a rappelé que c'est un phénomène mondial, le pays au monde qui connaît le plus grand pourcentage de réfugiés, je crois que c'est le Pakistan, sans parler des situations en Afrique. Ce n'est pas seulement un problème européen.

Je lie donc le rétablissement d'un contrôle extérieur normal, à la générosité et j'accepte l'idée qu'il faut réfléchir sur ce sujet à un vote à la majorité, pour faire naître un système de décision en Europe qui a fait défaut jusqu'ici. Mais on ne peut pas le faire si on n'a pas rétabli les mécanismes de contrôle. Si on oppose la fermeture à la générosité, cela ne fonctionne pas. Il faut réunir l'ensemble des éléments. Cela nous amène à bâtir enfin dans la crise, la douleur et l'urgence, enfin une politique harmonisée de l'asile, au sein de la zone Schengen. Il faut aussi changer la convention de Dublin. Madame Merkel l'avait annoncé au début, elle a dû renoncer après, mais elle avait raison sur ce point. Elle l'a annoncé trop vite, mais elle le retire trop vite. La convention de Dublin oblige les pays de première arrivée à tout gérer! On ne peut pas demander cela à l'Italie, à Malte, à la Grèce, c'est insupportable.

Quant aux contrôles extérieurs de Schengen, c'est presque impossible pour les Grecs de les assumer, pas uniquement à cause des problèmes grecs actuels, mais à cause de la géographie des îles. Ce sont des frontières extérieures, ingérables. Donc, il faut rebâtir Schengen avec une donne géographique cohérente. Je vous signale d'ailleurs qu'il y a des *think tanks* aux Pays-Bas qui commencent à proposer un petit Schengen cohérent à leur yeux dans lequel il y aurait Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Allemagne, Autriche. Et il n'y a pas la France. C'est un *think tank* néerlandais, mais c'est une idée qui n'aurait pas été écrite avant.

On revient sans arrêt à cette question : si il faut sauver l'asile en Europe, et il le faut, il faut redonner une crédibilité au contrôle extérieur de Schengen..

J'ajoute que dans l'avenir, indépendamment de la co-gestion des flux migratoires qui concerne le monde entier, aussi bien les États-Unis, le Mexique et l'Afrique, l'Australie, etc, il y aura malheureusement encore des flux de réfugiés, on ne peut pas être sûr que le monde si paisible qu'il n'y aura plus de demandes d'asile. Or ce n'est pas possible qu'il n'y ait que l'Europe dans le monde comme terre d'asile. Il faut qu'elle le reste, bien sûr encore une fois, il faut assumer cela, l'Europe se renierait totalement si elle ne l'était plus, mais il faut qu'il y ait d'autres endroits dans le monde qui développent eux aussi une politique d'asile cour et durable. D'autres pays l'ont fait, courageusement. Je vous signale



qu'au moment des drames au Cambodge, il y a des pays en Asie du Sud-Est qui ont accueilli des populations de pays voisins pendant 10 ans, parfois, jusqu'à ce qu'elles rentrent chez elles. Cela nous a moins préoccupés parce que nous sommes plus centrés sur l'Europe, mais il y a des pays dans le monde qui ont été confrontés à ces difficultés très grandes.

Voilà mes idées pour l'Europe, et en même temps, cela ne concerne pas que l'Europe.